

23 janvier 2025 - Midi-conférence

Regard sur la contribution des paiements versés en remplacement  
d'impôts fédéraux sur les finances municipales

Conférencière



Jennifer Robson  
Professeure agrégée,  
Université Carleton

Animateur



Antoine Genest-Grégoire  
UdeS et CFFP

Les paiements fédéraux versés en  
remplacement d'impôts et les  
finances municipales :  
Un bref survol

Prof. Jennifer Robson  
Université Carleton

L'équité pour Ottawa  
Événements et activités  
Dans les nouvelles  
Bulletin  
Balado #TeamOttawa  
À propos  
Donnez votre avis

Héros d'Ottawa  
Inviter le maire  
Demande de certificat  
Services de la ville  
Contact  
Recherche  
ENGLISH



## Un appel pour l'équité pour Ottawa.

**J'ai besoin que vous vous joigniez à ma lutte pour l'équité. Il est temps qu'Ottawa obtienne sa juste part. Veuillez signer ma pétition et ajouter votre voix à la lutte pour l'équité.**

Ottawa fait face à une crise financière. C'est notre plus grand défi à l'heure actuelle et je suis prêt à faire tout ce que je peux pour le résoudre. **Mais je ne peux pas le faire seul. J'ai besoin de votre aide.** Il est temps que les gouvernements fédéral et provincial reconnaissent l'ampleur de la crise dans notre ville. Et de reconnaître que nous n'avons pas créé ce gâchis.

**Joignez-vous à moi dans la lutte pour l'équité à Ottawa. Signez la pétition :**

Nom	Nom de famille
Courriel	Code postal (Trois pre

**OUI ! ABONNEZ-MOI À L'INFOLETTRE ÉLECTRONIQUE DU MAIRE !**

Vous pouvez vous désabonner à tout moment.

**Je soutiens ça !**

Conformément à la [Politique sur les ressources liées aux élections](#) de la Ville, vos renseignements personnels ne seront pas utilisés à des fins électorales. Vos renseignements personnels serviront à créer la pétition, y compris à valider l'identité des signataires et à protéger l'intégrité du processus de pétition. Vos renseignements personnels ne seront pas transmis à des tierces parties et seul le nombre total de signataires sera rendu public .



## Impôts impayés

Saviez-vous que le gouvernement fédéral ne paie pas suffisamment d'impôts fonciers à Ottawa depuis des décennies ?

La facture impayée s'élève à près de 100 millions de dollars pour les cinq dernières années seulement. Il s'agit de 100 millions de dollars que vous, contribuables locaux, avez dû compenser parce que le gouvernement fédéral n'a pas payé.

Que pensez-vous qu'il arriverait si vous ne payiez pas la totalité de vos impôts à l'Agence du revenu du Canada ? L'Agence serait acharnée à obtenir son paiement. Mais le gouvernement fédéral s'en sort.

## Fermeture des immeubles de bureaux !

Les décisions du gouvernement fédéral concernant la fermeture des immeubles de bureaux du centre-ville ont eu un impact considérable sur notre ville. Ces décisions ne dépendent pas de moi.

Mais les conséquences pour notre système de transport public et l'avenir du centre-ville sont énormes. S'il s'agissait d'une autre ville où le principal employeur procédait à des changements aussi radicaux, le gouvernement fédéral serait là pour l'aider.

Or, dans le cas présent, c'est le gouvernement fédéral qui est en fait le grand employeur qui procède aux changements.

Il s'agit d'une question d'équité fondamentale.

1. Que sont les paiements versés en remplacement d'impôts (PERI)?
2. Quels sont les impacts des transferts (PERI) fédéraux sur les finances municipales?
  - i. Par rapport aux revenus réels de l'impôt foncier
  - ii. Par rapport aux budgets municipaux

## Sources de données:

- la base de données des paiements fédéraux PERI par municipalité (Services publics et Approvisionnement Canada)
- les budgets et documents financiers municipaux
  - Ville d'Ottawa, Ville de Gatineau, Ville de Vancouver, Ville de Calgary, Ville de Toronto, Ville de Montréal
- années fiscales de 2019 à 2023.

**PERI: les paiements versés en  
remplacement d'impôts**



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Payments in Lieu of Taxes Act**

**Loi sur les paiements versés en  
remplacement d'impôts**

R.S.C., 1985, c. M-13

L.R.C. (1985), ch. M-13



**COUR SUPRÊME DU CANADA**

**RÉFÉRENCE :** Montréal (Ville) *c.* Administration portuaire de  
Montréal, 2010 CSC 14, [2010] 1 R.C.S. 427

**DATE :** 20100415  
**DOSSIER :** 32881,  
32882

**ENTRE :**

**Ville de Montréal**  
Appelante  
et  
**Administration portuaire de Montréal**  
Intimée  
- et -  
**Procureur général du Canada,**  
**Fédération canadienne des municipalités et**  
**Ville de Toronto**  
Intervenants

**ET ENTRE :**

**Ville de Montréal**  
Appelante / Intimée au pourvoi incident  
et  
**Société Radio-Canada**  
Intimée / Appelante au pourvoi incident  
- et -  
**Procureur général du Canada,**  
**Fédération canadienne des municipalités et**  
**Ville de Toronto**  
Intervenants



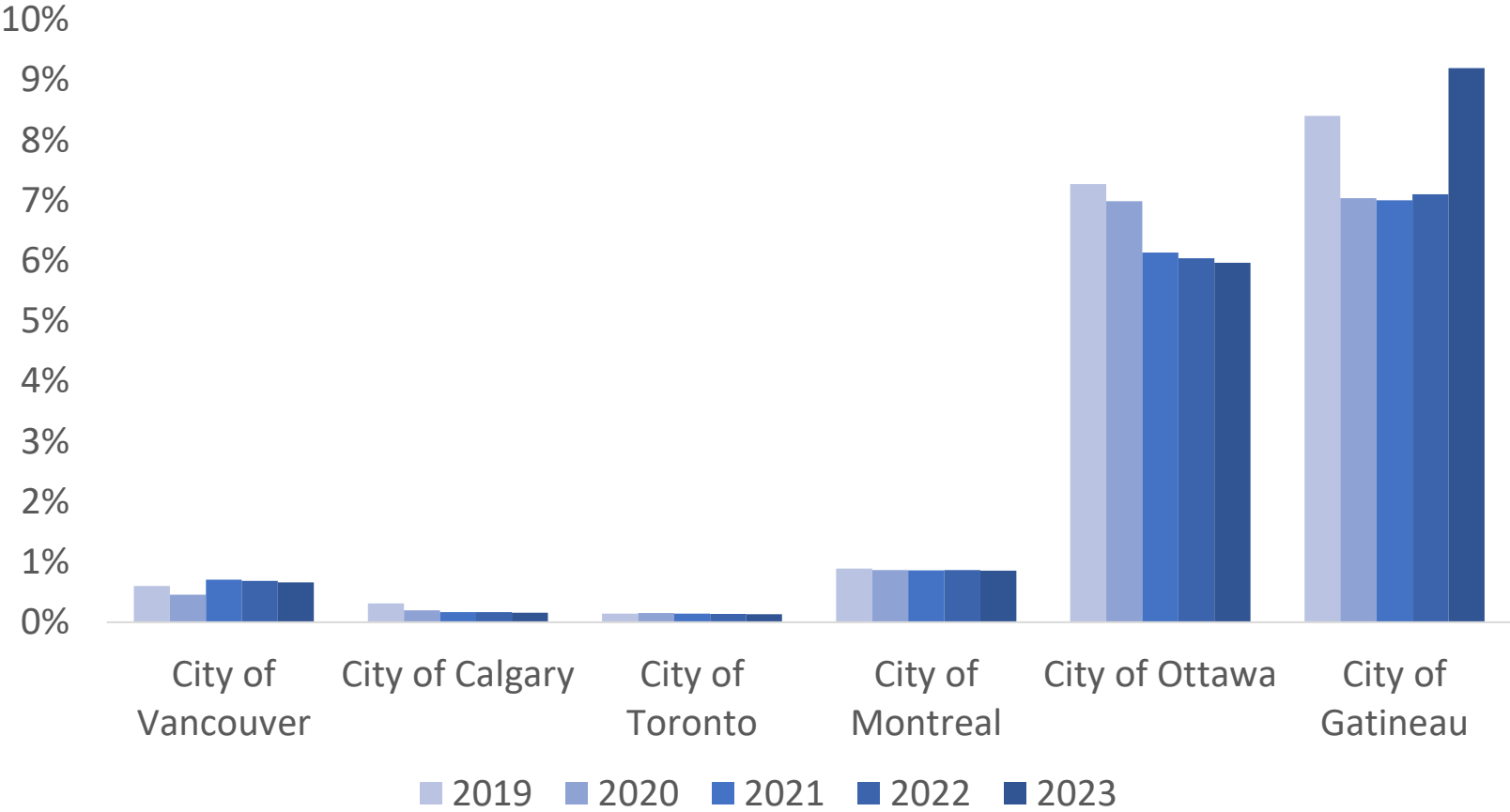
Principaux paiements fédéraux en remplacement d'impôts (PILT)  
(nominaux) versés à certaines municipalités et la part du total (%)  
versé, par année

<b>\$M</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Vancouver</b>	4,7	3,8	6,3	6,6	7,1
<b>Calgary</b>	2,4	1,7	1,5	1,6	1,7
<b>Toronto</b>	6,2	6,6	6,3	6,5	6,6
<b>Montréal</b>	26,1	26,1	26,4	26,6	27,5
<b>Ottawa</b>	122,7	124,5	114,6	119,6	124,0
<b>Gatineau</b>	37,8	32,8	33,8	35,4	48,5
<b>Total versé à toutes les autorités fiscales canadiennes</b>	562,2	555,9	552,3	570,6	609,9
<b>%</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Vancouver</b>	0.84%	0.69%	1.14%	1.15%	1.16%
<b>Calgary</b>	0.43%	0.30%	0.27%	0.28%	0.27%
<b>Toronto</b>	1.10%	1.19%	1.14%	1.13%	1.09%
<b>Montréal</b>	4.64%	4.70%	4.78%	4.67%	4.51%
<b>Ottawa</b>	21.83%	22.39%	20.75%	20.96%	20.34%
<b>Gatineau</b>	6.73%	5.90%	6.11%	6.21%	7.96%
<b>Total</b>	35.57%	35.18%	34.21%	34.40%	35.32%

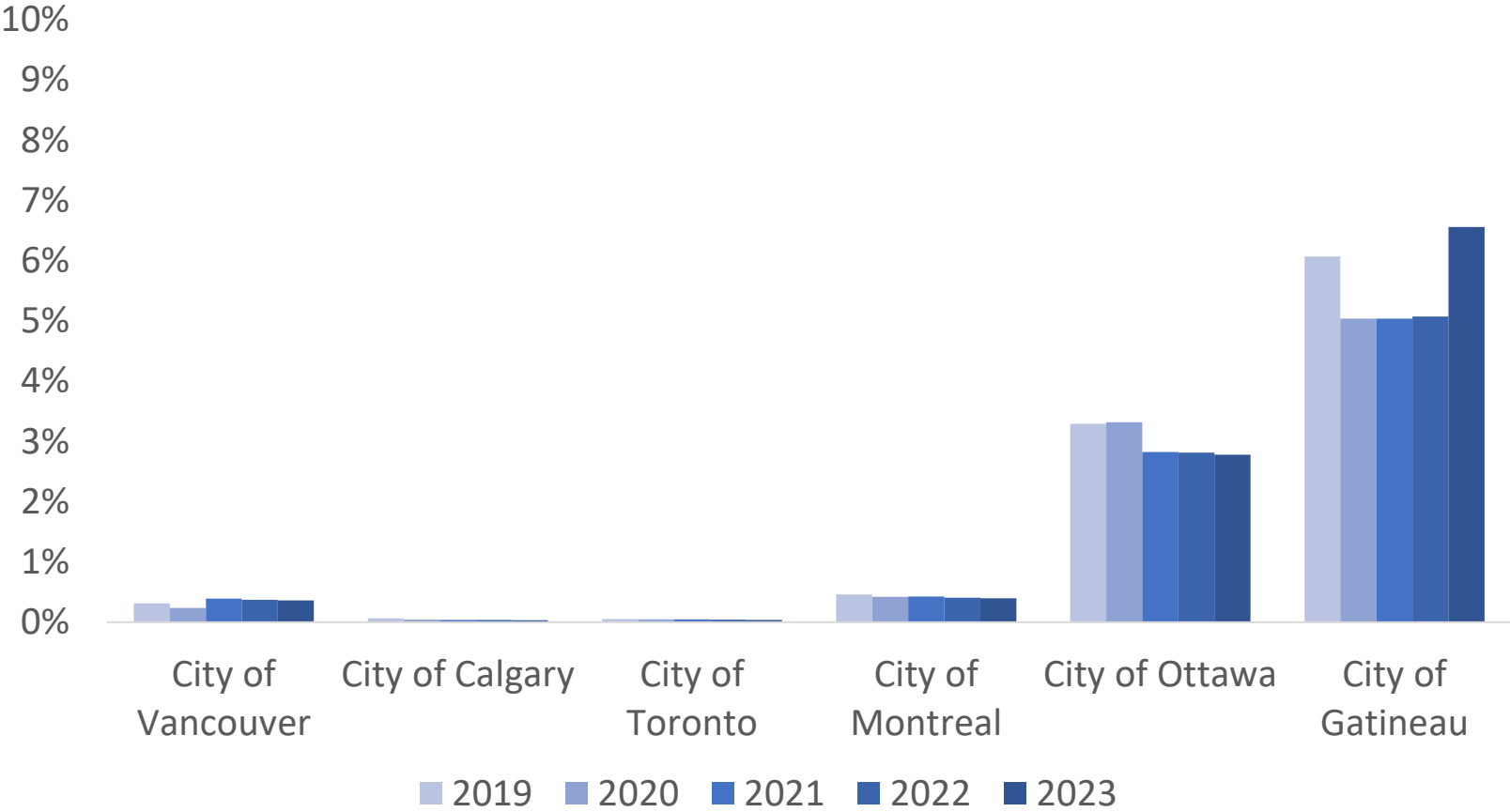
Paiements en remplacement d'impôts (nominaux) reçus par certaines municipalités et la part (%) du total attribuable aux PERI fédéraux, par année

\$M	2019	2020	2021	2022	2023
Calgary	214,6	207,7	251,6	339,0	403,5
Montréal	274,9	279,1	285,8	263,6	279,2
Ottawa	174,7	169,8	175,7	169,1	212,5
Gatineau	68,6	70,9	72,7	75,9	80,9
%	2019	2020	2021	2022	2023
Calgary	1.14%	0.81%	0.60%	0.47%	0.41%
Montreal	9.50%	9.37%	9.23%	10.10%	9.85%
Ottawa	70.25%	73.30%	65.23%	70.73%	58.37%
Gatineau	55.08%	46.25%	46.42%	46.73%	59.99%

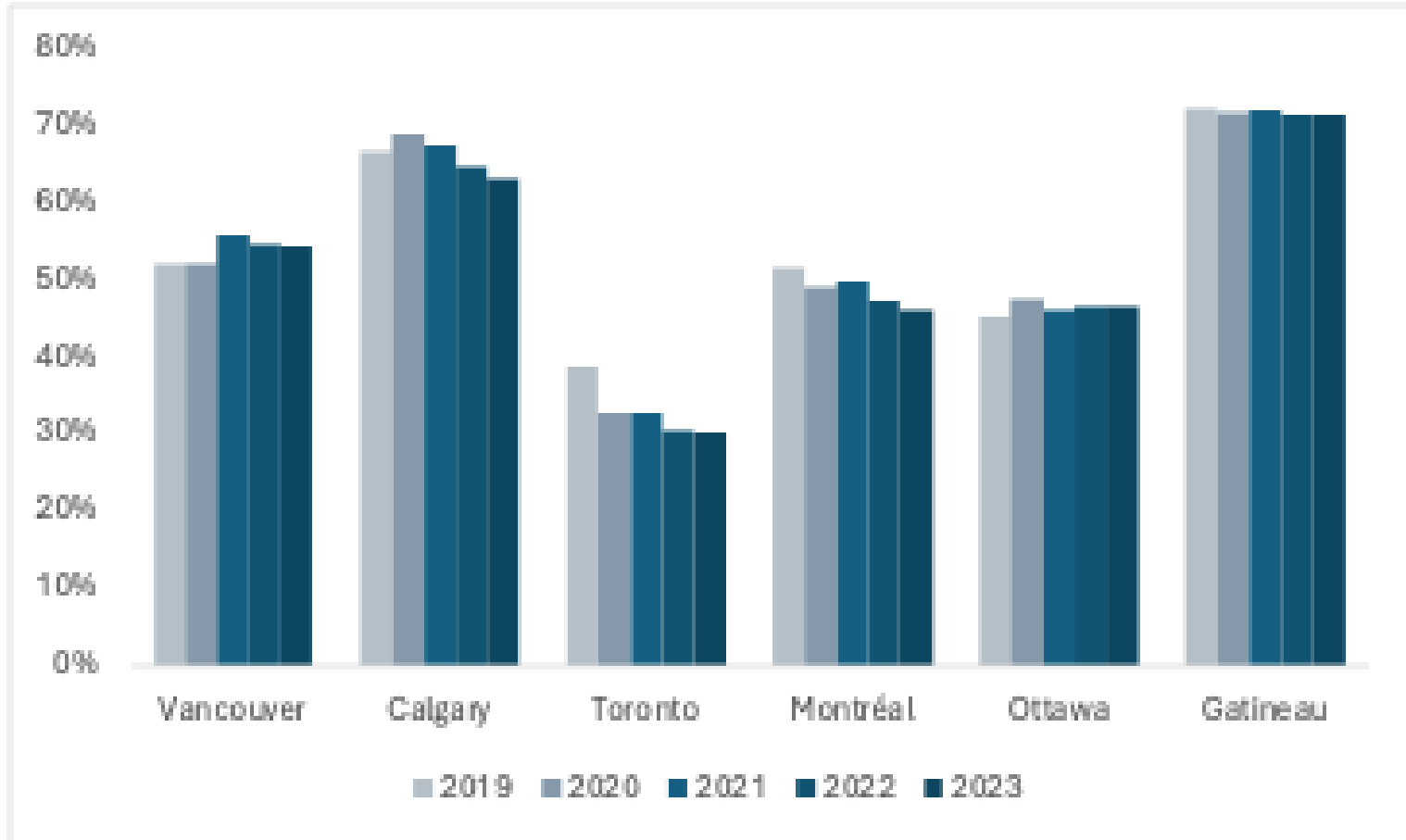
# Principaux paiements PERI fédéraux en pourcentage des autres revenus locaux provenant de l'impôt foncier



# Principaux paiements PERI fédéraux en pourcentage des budgets municipaux



# Revenus locaux provenant de l'impôt foncier en pourcentage des budgets municipaux





## Impôts impayés

Saviez-vous que le gouvernement fédéral ne paie pas suffisamment d'impôts fonciers à Ottawa depuis des décennies ?

La facture impayée s'élève à près de 100 millions de dollars pour les cinq dernières années seulement. Il s'agit de 100 millions de dollars que vous, contribuables locaux, avez dû compenser parce que le gouvernement fédéral n'a pas payé.

Que pensez-vous qu'il arriverait si vous ne payiez pas la totalité de vos impôts à l'Agence du revenu du Canada ? L'Agence serait acharnée à obtenir son paiement. Mais le gouvernement fédéral s'en sort.

## Fermeture des immeubles de bureaux !

Les décisions du gouvernement fédéral concernant la fermeture des immeubles de bureaux du centre-ville ont eu un impact considérable sur notre ville. Ces décisions ne dépendent pas de moi.

Mais les conséquences pour notre système de transport public et l'avenir du centre-ville sont énormes. S'il s'agissait d'une autre ville où le principal employeur procédait à des changements aussi radicaux, le gouvernement fédéral serait là pour l'aider.

Or, dans le cas présent, c'est le gouvernement fédéral qui est en fait le grand employeur qui procède aux changements.

Il s'agit d'une question d'équité fondamentale.

COMMUNIQUÉ

# **Le Plan d'action de l'Ontario pour la protection, le soutien et la relance favorise la création d'emplois en réduisant les taxes des employeurs**

Le Budget de l'Ontario 2020 prévoit un important allègement municipal et provincial de l'impôt foncier

10 novembre 2020

[Cabinet du premier ministre](#)

# Conclusion

- Une question d'équité?
  - L'application de la loi
  - Des choix politiques locaux